

Structure des prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité « TURPE 6 »

Date de la contribution : 12/07/2019

En tant d'administrateur salarié élu au conseil de surveillance de RTE et parrainé par l'organisation syndicale CFE UNSA Energie, je tiens à contribuer à cette consultation portant sur la structure du futur TURPE6 et remercie la CRE de mettre en place les conditions pour de telles contributions.

Le développement important qui se profile dans les années à venir des énergies renouvelables, en cohérence avec la PPE et la loi énergie climat, ainsi que des modalités de stockage d'énergie et l'émergence de l'autoconsommation individuelle comme collective, conduit naturellement à réviser les modalités de tarification permettant aux gestionnaires d'infrastructure et RTE en particulier d'assurer leurs missions d'accompagnement des mutations à venir en permettant l'accès à un réseau sûr, avec un niveau de qualité élevé et non discriminant auprès des différents utilisateurs. Cette tarification doit permettre d'effectuer les investissements nécessaires permettant d'accompagner la transition énergétique dans notre pays tout en assurant que l'ensemble des utilisateurs du réseau de transport puissent bénéficier d'une excellente maîtrise de la continuité d'alimentation. Enfin, les évolutions qui seront issues de la nouvelle tarification doivent également prendre en compte le développement du système d'information, l'ajustement des compétences induit et donc intégrer sans doute une notion de calendrier et de priorité pour la mise en œuvre concrète de certains éléments. Je pense en particulier aux signaux tarifaires vis-à-vis des producteurs pour la partie injection.

Question 1 : Êtes-vous favorable aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6 ?

Je partage les grands principes exposés par la CRE et dans un contexte de stagnation de la consommation mesurée jusqu'à présent (cf figure 2 de votre document), de développement des raccordements de production renouvelable en particulier en HTA/BT, et d'évolution des usages (autoconsommation individuelle, collective par exemple) il me semble important d'ajouter un principe essentiel qui est celui de **garantie de la continuité d'alimentation des utilisateurs**. Sans réseau fiable, entretenu et développé à l'aune de ce principe comment imagine-t-on suppléer l'intermittence de moyens de production photovoltaïque ou éolienne ? A ce titre les propositions de tarification à l'injection me semblent une orientation pertinente.

Question 2 : Partagez-vous les enjeux liés à la tarification au coût marginal, à la tarification de l'injection et à la généralisation des tarifs horo-saisonnalisés, identifiés par la CRE pour l'élaboration de la structure du TURPE ?

L'utilisation des données plus fines dans les études est intéressante dans la mesure où elle conduit à une tarification péréquée et lisible pour les utilisateurs. La prise en compte d'une composante injection différente de celle utilisée actuellement sur le TURPE 5 me semble essentielle au vu du contexte actuel et à venir. Cette composante doit intégrer le fait d'être cohérente avec les signaux incitatif de raccordement des moyens de production (S3REnR, SDDR).

Question 3 : Êtes-vous favorable au maintien du découpage du TURPE en différentes composantes (comptage, gestion, soutirage, injection, etc.) ?

Favorable

Commentaire :

Les différentes composantes actuelles reflètent bien l'usage qui est fait des réseaux. Cependant au vu des évolutions déjà évoquées il semble pertinent d'en renforcer certaines – par exemple la composante Puissance versus Energie, ce que propose d'ailleurs la CRE en renvoyant à une consultation ultérieure sur ce point - et d'intégrer une modification sur la composante injection à tous les niveaux de tension.

Question 4 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant l'augmentation du niveau de la composante de gestion des utilisateurs raccordés au réseau de transport, et le maintien du niveau général de la composante de gestion des utilisateurs raccordés au réseau de distribution hors cas particulier de la composante de gestion payée par les autoproduiteurs ?

Oui

ALFONTE Paul (RTE, contribution non officielle)

Commentaire :

Je partage le principe que les charges de gestion constatées doivent être couvertes par les revenus associés sur cette composante et donc augmentés pour le TURPE6 comme la CRE le propose.

Question 5 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle, en distribution, les évolutions des technologies de comptage nécessitent une révision à la baisse du niveau de la composante de comptage ?

Sans avis

Commentaire :

Pour la partie HTB et en cohérence avec à la question n°4 concernant les coûts de gestion, la part recettes liées au comptage devrait être augmentée pour tenir compte du décalage constaté. Pour autant, il convient de mon point de vue de l'évaluer au regard de la résorption envisagée de l'écart et de veiller à ne pas introduire de variation trop importante qui ne serait plus lisible pour les utilisateurs.

Question 6 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de ne pas modifier la forme générale des grilles ?

Favorable

Commentaire :

J'y suis favorable car cela donne un signal de stabilité et lisibilité pour les utilisateurs du réseau. La question de l'harmonisation des grilles HTB1, 2 et 3 pourrait néanmoins être questionnée.

Question 7 : Êtes-vous favorable au principe d'une généralisation des options tarifaires à 4 plages temporelles ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Sans Avis

Question 8 : Quel devrait selon vous en être le calendrier de la généralisation des options à 4 plages temporelles ?

Sans Avis

Question 9 : Que pensez-vous des modalités de transition envisagées par la CRE ?

Sans Avis

Question 10 : Selon vous, comment devrait être traité le cas des utilisateurs ne disposant pas d'un compteur évolué à l'horizon TURPE 7 ?

Sans Avis

Question 11 : Êtes-vous favorable à la suppression ou au maintien de l'option HT A à pointe mobile ?

Sans avis

Commentaire :

Sans Avis

Question 12 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle l'introduction en basse tension ≤ 36 kVA d'une option « pointe mobile » et d'une option « semaine/week-end » n'est pas justifiée ?

Sans avis

ALFONTE Paul (RTE, contribution non officielle)

Commentaire :

Sans Avis

Question 13 : Êtes-vous favorable à l'introduction de dénivelés de puissance en basse tension ≤ 36 kVA, et selon quelles modalités ? Si vous êtes fournisseur, envisageriez-vous d'utiliser ces dénivelés dans la construction de vos offres tarifaires ?

Sans Avis

Question 14 : Êtes-vous favorable à donner à RTE la possibilité de modifier localement le positionnement des heures creuses en HTB ?

Favorable

Commentaire :

Cette possibilité permettrait d'ajouter une flexibilité supplémentaire pour la maîtrise des congestions sur certaines zones tendues en hiver et éventuellement éviter des investissements associés sur le réseau. Par ailleurs selon les zones géographiques les pointes de consommation ne sont pas isochrones. RTE m'apparaît le plus à même de par les études de réseaux menées et la transparence de celles-ci à gérer ce type de signal incitatif. En revanche le système d'information permettant de communiquer auprès des utilisateurs de tels signaux nécessite d'être développé. A ce titre l'anticipation de certaines orientations de la CRE en la matière permettrait à RTE de procéder à de tels développements

Question 15 : Êtes-vous favorable à donner à RTE la possibilité de modifier localement le positionnement de 61 jours de saison haute en HTB ?

Favorable

Commentaire :

Cette possibilité permettrait d'ajouter une flexibilité supplémentaire pour la maîtrise des congestions sur certaines zones tendues en hiver et éventuellement éviter des investissements associés sur le réseau. Par ailleurs selon les zones géographiques les pointes de consommation ne sont pas isochrones. RTE m'apparaît le plus à même de par les études de réseaux menées et la transparence de celles-ci à gérer ce type de signal incitatif. En revanche le système d'information permettant de communiquer auprès des utilisateurs de tels signaux nécessite d'être développé. A ce titre l'anticipation de certaines orientations de la CRE en la matière permettrait à RTE de procéder à de tels développements

Question 16 : Êtes-vous favorable à une expérimentation portant sur le regroupement de points de livraison en basse tension pour faciliter le déploiement du véhicule électrique dans l'habitat collectif ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Il me semble important de prendre en considération dans cette étude les possibilités qui seront assurément offertes dans la période coïncidant avec le TURPE6 des modalités de V2G : "véhicule to grid", ces modalités pouvant constituer un effet d'aubaine au regard des puissances souscrites. Une analyse dans le cadre du TURPE6 avec mise en œuvre plus probablement au TURPE7 me paraît une approche prudente à la matière.

Question 17 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de supprimer la composante d'absorption de puissance réactive pour les installations de productions non régulées en tension et raccordées dans le domaine de tension BT > 36 kVA ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Je partage le constat que dans certains cas cette capacité d'absorption de réactif peut rendre service aux utilisateurs du réseau et ainsi éviter d'installer et/ou utiliser des moyens de compensation. Il convient néanmoins de définir quelles en

ALFONTE Paul (RTE, contribution non officielle)

seraient les modalités d'activation et par qui.

Question 18 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la nécessité de s'interroger à nouveau sur l'opportunité d'une tarification de l'injection ?

Oui

Commentaire :

Oui, cette réflexion me semble opportune au vu du contexte exposé.

Question 19 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'un tarif d'injection, centré en zéro, reflétant les effets positifs et négatifs induits par les injections sur les coûts d'infrastructure de réseaux ?

Favorable

Commentaire :

Je suis favorable au principe exposé, pour autant il questionne quant à son caractère opératoire.

En effet les Schémas Régionaux de Raccordement au Réseau des Énergies Renouvelables donnent déjà des indications permettant aux producteurs de retenir les zones favorables du point de vue du coût pour la collectivité en termes de raccordement.

Comment ajouter une composante qui assure la non-discrimination entre moyens de production tout en intégrant le fait que les plages temporelles où les tarifs d'injections seraient positifs/négatifs revêtent une forte variabilité et dépendent également des zones géographiques considérées. Une grille à l'instar de la composante de soutirage pourrait être une piste mais celle-ci me semble complexe à appréhender et de surcroît à mettre en place au niveau du système d'information de RTE.

Question 20 : Que pensez-vous, sous réserve de résultats probants dans le cadre des études en cours, de l'introduction de tarifs d'injection différenciés géographiquement et temporellement aux domaines de tension HT B reflétant la contribution des injections aux coûts des pertes ?

Ce sujet mérite d'être complété par des études ad hoc démontrant le bénéfice pour la collectivité.

En matière de pertes, comme cela a déjà été analysé lors de la consultation précédente sur la régulation incitative, un tel signal tarifaire peut très vite devenir contre-productif tout en nécessitant un volume d'études conséquent de la part des gestionnaires de réseau.

Enfin le réseau Européen interconnecté doit aussi être pris en compte et il convient de s'interroger sur la contribution aux pertes des volumes d'EnR « importés » depuis l'Espagne ou l'Allemagne, ce qui pourrait être contradictoire avec un objectif de décarbonations global au niveau Européen.

Le bénéfice coût doit donc être évalué plus précisément avant d'engager une telle évolution.

Question 21 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant l'introduction de tarifs d'injection différenciés géographiquement et temporellement aux domaines de tension HT A reflétant la contribution des injections aux coûts des pertes ?

Ni favorable, ni défavorable

Question 22 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'un tarif d'injection visant à faire porter aux producteurs une partie du coût de constitution des réserves ? Le cas échéant, que pensez-vous des modalités envisagées par la CRE vis-à-vis de l'implémentation d'un tel tarif ?

Les réserves constituées dont il est fait mention sont nécessaires pour faire face à tout aléa portant tant sur la consommation que sur la production. Il me semble donc légitime que le tarif d'injection en tienne compte. Un tel dispositif pourrait d'ailleurs assez facilement intégrer une composante injection non discriminatoire envers tous les producteurs,

ALFONTES Paul (RTE, contribution non officielle)

| selon leur niveau de tension de raccordement, voire selon des plages temporelles.